

À PARTIR D'ORAN

Saâdani s'attaque à Ould Kablia

Hier, Ammar Saâdani a entamé sa campagne pour les sénatoriales à partir de la wilaya d'Oran en réunissant les élus du FLN de l'ouest et du sud-ouest. Il saisira l'occasion pour adresser une vive critique à l'ancien ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Dahou Ould Kablia, qu'il qualifie de non-démocrate. Une réaction qui fait certainement suite au dernier entretien d'Ould Kablia accordé à un journal électronique où il avait déclaré que la démocratie n'est pas dans la culture de Bouteflika.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Cette attaque directe contre l'ancien ministre de l'Intérieur, Ammar Saâdani lui a consacré la chute de son discours en y mettant toute son énergie afin que le message passe.

«Concernant les assemblées élues, qu'il s'agit des élections ou bien des commissions élues, il faut revoir les lois y afférant. La loi de l'APC et de Wilaya doit être changée, cette instruction antidémocratique présentée par Ould Kablia doit prendre fin. Il s'agit d'une instruction non-démocratique et qui ne sert pas la démocratie.» Et de renchéir, «D'ailleurs, quand est-ce que ces gens-là ont été des démocrates ? Quand ils étaient au pouvoir, quelle démocratie ont-ils appliquée ? A l'ère du parti unique ou bien après le parti unique ? De quelle démocratie parlez-vous ?

Celui qui s'éloigne de la chaise du pouvoir a par la suite la langue bien pendue». Auparavant, le SG du FLN a longuement instruit ses élus à veiller à l'intégrité au sein du parti «les vieilles habitudes de sauter d'une chaise à une autre, c'est fini.

Celui qui se présente au nom du parti et qui, une fois élu, tourne le dos et règle ses affaires, on lui dit tu seras maudit. Ceux qui vendent des voix à 5 et 10 millions, ce sont eux les harka du parti.».

Evoquant à nouveau les élus issus de tractations financières, il dira qu'il est temps de «déchirer el-chkara», de brûler l'argent sale et de dénoncer son propriétaire au peuple. Et d'ajouter «nous au FLN nous ne prenons que nos voix,

nous ne voulons ni de soutien, ni d'appui de quiconque». Il prévient également ceux qui seraient tentés de contester les résultats définitifs «celui qui ne se soumettra pas à la directive du parti concernant les résultats ne sera pas épargné. Fini l'ère des clans et de la chkara,

c'est le moment de l'union afin d'élever le niveau du parti et construire le pays».

A une question posée au vol au milieu de la bousculade qui a suivi la fin de son discours, Ammar Saâdani s'est refusé à tout commentaire concernant le conflit Bouchouareb-Rebrab et les dernières déclarations de Madani Mezrag, il dira qu'il n'a aucun commentaire à faire.

Au lieu de tenir un point de presse le SG du FLN a préféré se prêter à une séance de selfies réalisée dans le désordre le plus absolu.

A. B.



Photo : Samir Sid

Ould Kablia vivement critiqué par Saâdani.

ELLE SERAIT À L'ORIGINE DE LA CRISE DU PAYS

Hamrouche : «la règle de cooptation doit être éliminée»

L'ancien chef de gouvernement, Mouloud Hamrouche, n'en démord décidément pas, s'en tenant à son constat et à son remède à la crise, une «crise du système» qui, selon lui, «dure depuis plus d'un quart de siècle.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour lui, tout le mal du pays réside en le maintien depuis des années, dans la sacro-sainte «règle de cooptation», demeurée «stable et immuable» ayant «empêché et empêchant encore des hommes de réussir et des choix politiques, économiques d'aboutir». Une règle qui sert à «nourrir des rivalités et des luttes de clans avec des gardiens du temple pour fonctionner et les broyer pour survivre». Comme elle empêche «les citoyens et la société de s'épanouir, de se projeter et de se donner un destin. La préservation de cette règle de cooptation qui, par ailleurs, «déstructure l'idée nationale, recrée des situations et des comportements qui poussent la société à reproduire son passé comme elle «détruit la volonté nationale au profit des penchants régionalistes et livre notre religion et notre identité à des agressions et des régressions incommensurables» permet «d'alterner

des hommes et des équipes mais jamais les mécanismes de gouvernance, politique, économique, social et culturel. Pour Hamrouche qui s'exprimait, hier samedi, au forum du quotidien *El Hiwar*, le salut passe par un «projet porté par les élites et soutenu par les citoyens» pour faire sortir le pays de son actuelle «impasse économique et financière». Un projet «validé par un consensus national» avec «l'association de tous les constituants sociaux». Les dirigeants qui doivent, selon lui, «prendre l'initiative», auront au même titre que les élites et les citoyens, à «s'armer de patience, de lucidité, de courage et de détermination s'ils veulent enclencher une nouvelle dynamique économique et sociale de progrès et de solidarité». Ceci même s'il avoue que «seule l'ANP est à même de faire abolir cette sacro-sainte règle de cooptation» qui, selon lui, élimine de facto, les supposées «luttes de clans» au sommet du sérail ou encore cette prétendue «main étrangère» et a fait de l'Algérie «un pays insignifiant».

Car pour lui, il suffit que «ceux qui détiennent le pouvoir s'engagent pour que les bonnes volontés se manifestent et l'opinion publique se mobilise car il s'agit d'une question nationale pas celle d'une personne, d'un clan ou d'une secte». Ce pourquoi il estime que la revendica-

tion d'une élection présidentielle anticipée comme réclamée par une partie de l'opposition est «inoportune».

A propos d'impasse économique et financière, l'ancien chef de gouvernement lancera tout simplement un avertissement : si la situation reste en son état d'ici trois ans, ce sera le chaos, estimant que «les mesures prises ou qu'on peut prendre ou celle sévères écartées pour le moment, ne sont et ne seront d'aucune efficacité tangible avec les formes actuelles de gouvernances économiques».

Celui qui qualifie de «bons» les récents changements opérés dans la hiérarchie militaire et sécuritaire, a tenu à préciser que ses avertissements étaient accompagnées de propositions «d'issues». «On n'avertit pas seulement mais on propose également des possibilités de traitement», ajoutant que ses propos «n'ont pas pour but de mystifier, de déranger ou de plaire, mais de décrire une situation qui ne peut plus s'accommoder ni de renvoi, ni de dissimulation ni de tromperie. Mes propos n'ont pas pour but d'accuser ou de récuser des personnes en particulier». Aussi, l'ancien chef de gouvernement a tenu à soutenir «qu'il milite et n'attend rien en contrepartie». «C'est pour cela que je ne me suis pas porté candidat», a-t-il affirmé.

M. K.

TOUT EN ALERTANT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le MSP dénonce l'oligarchie

Au tour de Abderrezak Mokri de tirer sur l'oligarchie qui, selon lui, veut prendre le monopole du pays. Le président du MSP qui dit que certains veulent transformer l'Algérie en un pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, alerte sur la situation économique du pays et appelle une nouvelle fois à une transition démocratique. A condition, exige-t-il, qu'il y ait installation d'une commission indépendante pour gérer les élections.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'oligarchie commence à soulever la colère et l'inquiétude de nombreux membres de la scène politique.

Hier c'était au tour de Abderrazak Mokri d'alerter contre ce groupe d'hommes d'affaires qui veut «prendre le monopole du pays». Le président du MSP, qui réunissait les présidents des bureaux exécutifs de wilaya de son parti, dit que le système politique veut compter sur le soutien des entreprises économiques du secteur privé pour lui confier le monopole qui est actuellement détenu par l'Etat.

Mokri qui dit n'avoir rien contre le secteur privé estime, cependant, que l'on veut faire de l'Algérie un pays capitaliste où les hommes d'affaires qui détiennent l'argent, détiendront aussi le monopole de l'Algérie. Même des ambassadeurs, dit-il, défendent ces hommes d'affaires, que Mokri ne cite pas. Cependant, il est inadmissible, selon lui, que ces «petits groupes» accèdent facilement aux crédits bancaires et aux différentes aides et facilitations alors que le reste de la population n'a pas droit aux mêmes faveurs. «On refuse le grand monopole» dit-il. Et d'ajouter «que certains veulent transformer l'Algérie en un pays comme le Benin, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, un pays de seconde zone, gouverné par la France sous la coupe des Etats-Unis». La preuve que le pays est menacé, dit Mokri, l'information publiée sur le journal officiel français faisant état d'une présence militaire de ses soldats en Algérie. «Les soldats français étaient présents dans de nombreux pays africains et aujourd'hui ils sont même en Algérie, même si les autorités françaises ont démenti l'information avançant une erreur d'imprimerie», dit-il. Mokri revient, par ailleurs, sur un constat loin d'être exclusif : le pays traverse une grave crise». La situation du pays est «grave», dit-il. Une situation que le parti a déjà prédite, selon lui, et dont il en a déjà

discuté avec le Premier ministre. «J'ai déjà discuté avec Sellal, lors de notre cinquième congrès, en lui disant que nous allons droit vers une crise économique», a rappelé le président du parti qui dénonce l'absence d'une vision économique de la part du gouvernement. La transition économique, dit-il, nécessite des réformes à grande échelle dans tous les secteurs. Cependant, dit-il, avant de passer à une transition économique il faudra d'abord aller vers une transition démocratique et un nouveau régime. Mais le président du MSP conditionne sa

proposition par l'installation d'une commission indépendante pour gérer les élections présidentielles. «La base de la corruption c'est la fraude électorale et l'opposition exige des garanties concrètes pour la transition démocratique», dit-il. D'ailleurs, souligne-t-il, dire que les récentes restrictions opérées au sein du DRS sont une suite du régime actuel ne peut avoir qu'une seule interprétation soit : «il y a eu fraude aux élections et le choix du peuple n'a pas été respecté».

S. A.

SELON MOKRI :

«La chaîne de télévision privée *El Watan* n'a aucun lien avec le MSP»

Abderrezak Mokri a apporté un démenti hier sur un supposé lien qui existerait entre la chaîne de télévision privée *El Watan* et son parti. La chaîne a été poursuivie en justice après avoir reçu sur ses plateaux l'ex-chef du groupe terroriste AIS, Madani Mezrag. «Même si Djaafar Chelli, directeur de la chaîne, a un lien avec le MSP, la chaîne, par contre n'appartient pas au parti», dit-il. Cependant, dénonce Mokri, Madani Mezrag a été reçu par plusieurs chaînes TV sans que ces dernières ne soient inquiétées.

Le général à la retraite Benhadid, ajoute-t-il, a été reçu sur plusieurs chaînes de télévision, mais «c'est lui qui a été poursuivi en justice et non les chaînes de télévision qui l'ont reçu contrairement à *El Watan*».

S. A.